MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **Département du pilotage de la mobilité** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2023-133** **21/02/2023**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 15

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (ASP, CL, FAM, IFCE, ODEADOM, OFB, ONF) 14 postes plus 1 poste de MAD auprès du SGAE

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste d'analyste fonctionnel paramétreur Safran (H/F)
Date limite de candidature : 23/03/2023

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de chargé de mission (H/F)
Date limite de candidature : 15/03/2023

FranceAgriMer :

- 1 poste de chargé d'étude-autorisation de plantation – référent informatique maîtrise d'ouvrage (H/F)
Date limite de candidature : 10/03/2023

- 1 poste de Chef de pôle restructuration et autorisations de plantation (H/F)
Date limite de candidature : 03/03/2023

- 1 poste de Gestionnaire RH (H/F)
Date limite de candidature : 10/03/2023

- 1 poste de Chargé de mission affaires juridiques (H/F)
Date limite de candidature : 17/03/2023

- 1 poste de contrôleur pluri-filière (H/F)
Date limite de candidature : 15/03/2023

Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) :

- 1 poste de gestionnaire RH recrutement (H/F)
Date limite de candidature : 17/03/2023

- 1 poste de responsable unité Infrastructure (H/F)
Date limite de candidature : 16/03/2023

- 1 poste de responsable d'écurie (H/F)
Date limite de candidature : 02/03/2023

Mise à disposition auprès du SGAE :

- 1 poste d'adjoint auprès du chef de bureau EEC (Énergie, Environnement, Climat) en charge des questions d'environnement (H/F)
Date limite de candidature : 23/03/2023

Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer (ODEADOM) :

- 1 poste de gestionnaire d'aides filières végétales (H/F)
Date limite de candidature : 17/03/2023

Office français de la biodiversité (OFB)

- 1 poste de chargé de mission Europe (H/F)
Date limite de candidature : 20/03/2023

- 1 poste de chargé de mission moyens généraux (H/F)
Date limite de candidature : 21/03/2023

Office National de Forêts (ONF) :

- 1 poste de chef du département risques naturels (H/F)
Date limite de candidature : 23/03/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP Agence de Services et de Paiement

Analyste fonctionnel paramétreur SAFRAN

(H/F)

L14143

Localisation : ASP Siège Limoges

Statut : Fonctionnaire (cat. A), CDI

Cotation RIFSEEP : Groupe 3
Cotation Parcours Pro : 1

Niveau d'études : Bac + 3 minimum

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Vous aurez la responsabilité de recueillir les besoins auprès d'une maîtrise d'ouvrage et de paramétrer des formulaires de dépôt de demande d'aide (téléservices) et leurs dispositifs d'instruction dans le système SAFRAN (outil d'instruction des aides agricoles des services de l'état à compter de 2023).

A partir des besoins exprimés par les donneurs d'ordre, vous aurez à proposer des parcours utilisateurs les plus ergonomiques possibles pour les bénéficiaires et les instructeurs, tout en respectant les exigences règlementaires qui s'imposent en la matière.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'Agriculture et de la Pêche.

Vous intégrerez la Direction des Opérations de la DDRP, qui porte le pilotage des systèmes d'information sur le périmètre des aides confiées à la DDRP, et notamment ceux relevant du fonds FEADER.

Au sein de la Direction des Opérations, le secteur Instrumentation a en charge le paramétrage des dispositifs d'aide dans les systèmes OSIRIS et SAFRAN



MISSIONS

Recueil du besoin auprès des donneurs d'ordre, avec l'appui des correspondants métier de la DDRP

- → Bien appréhender les modalités règlementaires de mise en œuvre de l' aide
- → En connaissance des possibilités de paramétrage de SAFRAN, proposer différents parcours utilisateurs possibles

Elaboration du téléservice et de son dispositif d'instruction

- → Par itérations, construire le téléservice et son module d'instruction avec le donneur d'ordre, pour la demande d'aide et pour la demande de paiement
- → Paramétrer les éditions spécifiques
- → Paramétrer le module de calcul de l'aide
- → Définir et paramétrer les profils d'habilitation des utilisateurs SAFRAN

Vérification de sa conformité par rapport aux différents attendus

- → Vérifier le bon fonctionnement du paramétrage réalisé au travers d'un plan de tests
- → En lien avec les équipes métier, vérifier la conformité avec les exigences de l'organisme payeur et des corps de contrôle

Mise à jour de la documentation sur l'outil créé

- → Spécifier le paramétrage réalisé au travers d'une documentation faisant le lien Besoin - Paramétrage

Activité de support

- → Assurer l'assistance sur le périmètre du paramétrage SAFRAN, en lien avec les Directions Régionales ASP et l'éditeur de la solution



CHAMP RELATIONNEL

- → Vous travaillerez au quotidien avec les autres membres du secteur instrumentation et l'équipe projet SAFRAN, et de façon très régulière avec les correspondants métiers de la DDRP
- → Vous serez également amené à travailler avec des représentants des donneurs d'ordre : Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, DRAAF et DDT

PROFIL RECHERCHÉ



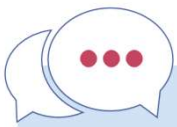
SAVOIRS

- → Méthode de travail en mode projet
- → Maîtrise des outils bureautiques, notamment EXCEL
- → Capacité à concevoir des algorithmes simples
- → Connaissances du langage Javascript
- → Connaissances des aides FEADER



SAVOIR-FAIRE

- → Capacité à analyser un besoin dans un contexte règlementaire complexe
- → Capacité à animer des ateliers avec des métiers
- → Capacité d'innovation - Être force de proposition
- → Fiabilité et rigueur dans l'exécution des tâches
- → Qualité d'expression orale et écrite
- → Capacité à rendre compte et à alerter



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour plus d'informations sur le poste :

- → Sandrine DUPUY – DRH/SEEC - Conseillère en recrutement mobilité et formation mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 33
- → Aude LECOEUR, chef de secteur instrumentation, au 05 55 12 07 26 ou aude.lecoeur@asp-public.fr
- → Eric GOSSELIN, chef de service SOO, au 05 55 12 01 73 ou eric.gosselin@asp-public.fr
- → Catherine MANSOUR, chargée de mission RH à DDRP à catherine.mansour@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : OMGD-P-2023-04 RM 06

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Chargé de mission (F/H)
« Occupations du domaine public »
au sein de l'antenne de Guadeloupe à Basse-Terre

Poste de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 500 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectif et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec la ministre de l'écologie, qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une cinquantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Délégation outre-mer et de ses antennes

Le siège de la délégation outre-mer est basé à Paris et coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les territoires suivants : Guyane, Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin, La Réunion et Mayotte. Elle est composée d'une vingtaine d'agents, dont 3 basés à Paris et les autres, repartis dans les antennes.

La délégation met en œuvre, sous l'autorité de la directrice de l'établissement et du délégué outre-mer, la politique de préservation des rivages outre-mer qui est proposée par les conseils de rivages, puis validée par le conseil d'administration. Un délégué adjoint, en poste en Guadeloupe, assure le pilotage et la coordination de l'action des antennes du Conservatoire sur l'ensemble des rivages français d'Amérique (Guyane, Martinique, Guadeloupe, Saint-Martin, Saint- Barthélémy et Saint-Pierre-et-Miquelon).

L'antenne de Guadeloupe met en œuvre, localement et sous l'autorité du délégué adjoint, les actions du Conservatoire. Au 1er janvier 2023, le Conservatoire protège 76 sites en Guadeloupe, qui couvrent une surface d'environ 8 274 ha et 25% du linéaire côtier de la Guadeloupe.

Contexte et objectifs de la mission

En Guadeloupe, le foncier de l'Etat affecté au Conservatoire du littoral (domaine public maritime) fait l'objet de nombreuses occupations (économiques, agricoles, etc.), souvent anciennes et sans droit ni titre. Depuis 2016, le Conservatoire du littoral s'est engagé aux côtés de ses partenaires dans un programme de reconquête de ce foncier occupé illégalement.

L'objectif est de reprendre la maîtrise des occupations du domaine relevant du Conservatoire du littoral et d'éviter qu'elles ne portent atteinte à ses missions fondamentales de protection du patrimoine naturel, culturel et paysager du littoral et de libre accès aux rivages. Le contrat d'objectifs et de performances 2021-2025 signé entre l'Etat et le Conservatoire du littoral prévoit l'aboutissement de 20 à 25 opérations de reconquête en Outre-mer à l'horizon 2025, dont une majorité en Guadeloupe. La convention de partenariat 2023-206 signée entre l'Agence des 50 pas géométrique de la Guadeloupe et le Conservatoire du littoral, prévoit par ailleurs l'organisation de tournée conjointe et mensuelle de police.

Le traitement de ces occupations peut se traduire, selon les enjeux des sites et l'impact des occupations, par une libération totale ou partielle des terrains, si nécessaire par voie contentieuse, en vue d'une renaturation et d'une ouverture au public ou par un conventionnement de l'occupation sous conditions de mise en conformité avec les missions du Conservatoire du littoral. En outre, compte tenu de l'importance des sites et du linéaire côtier protégé, de nouvelles demandes d'occupation sont régulièrement adressées au Conservatoire du littoral.

Description du poste

Le chargé de mission assure, sous l'autorité de délégué adjoint, la mise en œuvre réglementaire et opérationnelle du programme de reconquête sur l'ensemble des sites du Conservatoire du littoral en Guadeloupe. Il est plus particulièrement chargé des actions suivantes :

- Contribution à la **surveillance des occupations** sur le domaine du Conservatoire du littoral et à l'identification des éventuelles **atteintes à l'intégrité du domaine public** et à l'environnement ;
- Mise en œuvre, le cas échéant, de **procédures pré-contentieuses et contentieuses administratives**, en collaboration avec les autres organismes en charge de la police de l'environnement, et suivi de l'exécution des décisions de justice ;
- Participation à la définition, en lien avec la hiérarchie et en concertation avec les partenaires (gestionnaires, services de l'Etat, ONF, SAFER, AG50, etc.), des modalités de reconquête (délimitation, calendrier, responsabilités…) et des opérations de restauration et d'aménagement associés ;
- Participation à la **négociation avec les occupants**, en lien avec la hiérarchie, pour la définition des modalités de retrait des occupations sans titre et la mise en place d'un cadre contractuel ;
- Mobilisation des gestionnaires et des partenaires (notamment l'ONF via la MIG-DOM) dans le cadre du **suivi des chantiers de restauration et d'aménagement** des espaces naturels reconquis, et le contrôle de la mise en œuvre effective des engagements des occupants ;
- Régularisation des occupations relatives **à l'agriculture, à la chasse et aux équipements d'intérêt collectif et services publics,** par l'établissement de conventions d'occupation temporaire, après mise en concurrence le cas échéant ;

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le chargé de mission est placé sous l'autorité hiérarchique du délégué adjoint de rivages d'Outre-mer basé en Guadeloupe. Cette mission implique un travail et une synergie importante de l'équipe de l'antenne de Guadeloupe. Le chargé de mission devra veiller à ce que la reconquête se fasse de manière concertée et cohérente.
En interne, il est en relation fonctionnelle avec les agents de la délégation et les services nationaux. En externe, il est en relation avec les administrations (ONF, AG50, PNG, OFB, etc.), les collectivités, les entreprises et les autres usagers.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Télétravail possible dans le cadre du règlement en vigueur (après 3 mois de prise de poste).

Profil et compétences requises

- Formation de niveau BAC +5 en droit public, singulièrement en droit de l'environnement, de l'urbanisme et des propriétés des personnes publiques
- Assermentation souhaitée (ou engagement à suivre une formation police)
- Expérience solide dans l'investigation de terrains, la conduite d'auditions et la rédaction de procès-verbaux
- Connaissances approfondies en matière de procédures contentieuses
- Connaissances en ingénierie et évaluation environnementale
- Connaissances en écologie et agriculture tropicales
- Maîtrise des logiciels bureautiques et du SIG
- Connaissance du contexte ultramarin souhaitée
- Permis B.

Savoir-faire

- Solides capacités rédactionnelles
- Prise de responsabilités, esprit d'initiative, autonomie
- Savoir faire preuve de diplomatie, d'autorité et de contrôle de soi
- Méthode, rigueur et autonomie
- Adaptabilité, organisation et excellent relationnel
- Bonne résistance au terrain en milieu tropical.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est localisé à Basse-Terre (Guadeloupe), avec une relocalisation envisagée à moyen terme dans la région pointoise. Des déplacements fréquents sur l'ensemble de l'archipel sont attendus.

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires – merci de joindre l'arrêté avec la lettre de motivation dans un seul fichier pdf) sont à adresser **au plus tard le 15 mars 2023** sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste ***(pas de dépôt de candidature à cette adresse)***
Médhy BROUSSILLON, délégué-adjoint outre-mer : Tél : 05 90 81 59 52
courriel : m.broussillon@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs ***(pas de dépôt de candidature à cette adresse)***
Emmanuelle JOUTEUX-TERNY, responsable des ressources humaines
e.jouteux@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'étude-autorisation de plantation - référent informatique maitrise d'ouvrage

Direction Interventions / Unité Potentiel viticole et pilotage de la restructuration

N° appel à candidature : 23535	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Dans le secteur de la viticulture, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune.

Le poste est rattaché à l'unité gestion du potentiel et pilotage de la restructuration (6 agents) au sein du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles de la direction des Interventions.

L'unité est notamment chargée des procédures de délivrance des autorisations de plantation de vignes et maitrise d'ouvrage de l'application associée. L'unité assure également le pilotage national de la mesure restructuration du vignoble relevant de l'organisation commune des marchés dans le secteur viticole.

Objectifs du poste

Le poste a pour objectif de participer aux évolutions et à la maintenance de la téléprocédure Vitiplantation. Cette téléprocédure obligatoire prend en charge la demande, l'instruction et la délivrance d'environ 33 000 autorisations de plantation par an.

Ce poste est en binôme avec le/la chargé.e d'études sur l'aspect réglementaire des autorisations de plantation.

Missions et activités principales :

Sous la responsabilité de la cheffe d'unité et son adjointe :

- S'assurer de la cohérence de l'outil avec les évolutions réglementaires et le cadre annuel relatif à la gestion du potentiel viticole en collaboration étroite avec le/la chargé.e d'études réglementation.
- « Débloquer » les dossiers particuliers en prenant à la fois en compte les aspects informatiques et réglementaires ;
- Piloter le projet à travers l'évolution de l'outil informatique (développement et adaptations) et la gestion des incidents et bugs applicatifs : animation de réunions, rédaction d'expressions de besoins, recette fonctionnelle…
- Assurer la communication auprès des utilisateurs et leur formation sur l'outil;
- Réaliser des analyses statistiques à des fins de bilans de campagne

Relations fonctionnelles du poste :

Service informatique, la DGDDI, les services territoriaux de FranceAgriMer, l'INAO et ses délégations territoriales

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Connaissance en informatique
Rédaction de cahiers des charges et réalisation de tests de recette fonctionnelle (formations possibles)
Capacités rédactionnelles
Notions de la réglementation européenne horizontale et spécifique au secteur vitivinicole
Notions en agronomie et viticulture

Savoir-faire / Maîtrise

Maitrise des outils bureautiques classiques
Capacité à travailler en équipe
Rigueur, synthèse, réactivité
Discrétion

Diplôme – Expérience professionnelle

En cas de candidature de contractuel un niveau minimum licence validé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :		
Pas de contraintes particulières		
Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Sophie PENET, cheffe de l'unité : 01 73 30 25 25; sophie.penet@franceagrimer.fr
Marie PELTIER, adjointe à la cheffe d'unité : 01.73.30.21.86 ; marie.peltier@franceagrimer.fr
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement ; mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/03/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de pôle Restructuration et autorisations de plantation

DRAAF PACA – Service Territorial Provence Alpes Côte d'Azur
2 avenue de la Synagogue – BP 90923
84091 AVIGNON CEDEX 9

N° appel à candidature : 23509	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – Prise de fonction au 01/05/2023	**Localisation :** AVIGNON (84000)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est l'établissement public de référence en matière de filières agricoles, sous la tutelle du ministère de l'agriculture. FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Le poste est basé à Avignon au sein du Service Territorial PACA, intégré à la DRAAF PACA.
Le Service Territorial est chargé de la mise en œuvre au plan sectoriel de certaines missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et élevage. Il effectue ainsi le contrôle, l'instruction et la liquidation

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

d'aides nationales et communautaires octroyées à ces filières et assume des missions techniques notamment dans les domaines viticoles, grandes cultures et élevage

Le Pôle Restructuration et autorisations de plantation est composé d'une petite dizaine d'agents. Ce pôle comprend 2 unités : l'Unité restructuration du vignoble, l'unité autorisations de plantation.

Objectifs du poste

Encadrer la mise en place des dispositifs de subventions gérés par le pôle (environ 2000 dossiers par an en restructuration du vignoble) et suivre le dispositif national de gestion du potentiel viticole de la région Paca (définitions, attributions et suivi statistique des autorisations de plantations nouvelles),
Participer de manière opérationnelle à la gestion de la mesure,
Suivre la règlementation (nationale et communautaire) sur ces sujets de manière directe ou par délégation au chef d'unité et contribuer à la faire évoluer si nécessaire, participer à l'animation du conseil de bassin Vallée du Rhône Provence.

Missions et activités principales :

- Fixer les orientations sur le travail des unités et assurer un suivi de ces 2 unités,
- Encadrer le pôle, assurer l'animation et la formation de l'équipe assurant l'instruction et la liquidation des dossiers,
- Suivre la réglementation : interprétation, relation avec le siège pour la mise en place ou l'adaptation de nouvelles mesures règlementaires et procédures. Présentation des mesures lors d'interventions extérieures ainsi qu'en interne,
- Conduire la supervision des dossiers,
- Se coordonner avec le responsable du pôle des contrôles sur la planification des contrôles sur place et l'amélioration continue du dispositif,

Relations fonctionnelles du poste :

- Responsable du service territorial
- Responsables des pôles et unités gestionnaires locaux
- Contrôleurs sur place
- Gestionnaires instruction/liquidation affectés au pôle
- Gestionnaires nationaux des sujets traités par l'agent
- Externe Professionnels notamment bénéficiaires des aides versées et structures professionnelles servant de relais d'information
- Autres financeurs

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de la règlementation liée à la mesure
- Connaissances élémentaires de l'organisation administrative et de l'environnement professionnel
- Connaître les enjeux et les problématiques d'actualité
- Contexte organisme payeur

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures internes de gestion et de l'applicatif métier
- Aptitude au travail en équipe, sens du contact
- Capacité d'analyse et de réflexion
- Rigueur, méthode et organisation
- Bonne expression écrite et orale

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac + 3 validé pour les candidats contractuels et expérience professionnelle valorisable pour le poste demandé.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ☒

Personnes à contacter

Sylvie SANTIMARIA SG DRAAF PACA 04 13 59 36 30
sylvie.santimaria@agriculture.gouv.fr

Virginie BOUVARD, Cheffe de service FranceAgriMer à la DRAAF PACA 04.90.14.11.01
virginie.bouvard@franceagrimer.fr

Jean-Yves COTHENET, adjoint de la cheffe de service 04.90.14.11.06
jean-yves.cothenet@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement - 01 73 30 22 35
mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale
.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 03/03/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire de carrière et de proximité ressources humaines

Secrétariat général/SRH/Pôle carrières

N° appel à candidature : 23536	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs (application des barèmes RIFSEEP service centraux du ministère en charge de l'agriculture)**
Filière d'emploi : 18 - Ressources humaines	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article L332-2-2° du code général de la Fonction Publique), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

FranceAgriMer compte environ 1 000 agents, dont 1/3 basés dans les services territoriaux, en DRAAF.

Le service des ressources humaines est un service du Secrétariat général, organisé en 4 pôles et compte 26 agents. Il en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement en lien avec le service des Ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture. Il met en œuvre et coordonne la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le pôle carrière est plus particulièrement chargé de la gestion de carrière et de proximité des agents. Il gère l'ensemble des situations individuelles et des positions administratives des agents quel que soit leur statut. Il assure, notamment, le suivi des mobilités, des avancements et des promotions des agents.

Objectifs du poste

Placé(e) sous l'autorité directe de la cheffe du pôle carrières, le/la gestionnaire a la responsabilité de la gestion d'agents sous statut de fonctionnaire, sous statut unifié (statut inter-établissements) et d'agents contractuels (CDD, CDI) pour toutes les positions administratives.

Missions et activités principales :

Le/la gestionnaire assure la gestion de proximité et la gestion administrative d'un portefeuille d'agents (environ 400) de statuts différents en ce qui concerne les procédures individuelles et les procédures collectives impactant les agents gérés :

1/ les procédures individuelles :

- Assurer les formalités administratives préalables à l'arrivée des agents,
- Rédiger les contrats et éventuels avenants pour les agents non titulaires,
- Etablir les décisions individuelles et en informer les agents (avancement et promotion pour les agents du Statut Unifié, affectation, disponibilité, mise à disposition, temps partiel, congés maladie…),
- Actualiser les dossiers au sein du SI et dématérialisés des fonctionnaires à réception des arrêtés pris par le ministère en charge de l'agriculture, notamment pour ce qui concerne l'avancement d'échelon, l'avancement de grade et la promotion de corps,
- Etablir des attestations, des états de service, des certificats de cessation de paiement,
- Conseiller et informer les agents
- Mettre à jour les tableaux de bords du pôle carrière,

2/ Les procédures collectives :

- Suivi des campagnes de mobilité,
- Suivi des campagnes de promotions et des avancements (agents titulaires et agents du statut unifié)

Participer, le cas échéant, à la mise en œuvre des projets du Secrétariat général et des projets du service des ressources humaines de FranceAgriMer, particulièrement à l'occasion de la bascule du SI RH actuel vers celui du ministère en charge de l'agriculture (RenoirH).

Relations fonctionnelles du poste :

Au sein du pôle carrières, relation avec les autres gestionnaires. Au sein du SRH avec tous les pôles

Les directions métiers du siège, les délégations nationales et les services territoriaux. Relation avec les agents gérés (contact direct).

Le service des ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture (bureaux de gestion notamment) ainsi que ceux d'autres administrations (ASP, ODEADOM, INAO notamment).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
Statut général de la fonction publique et statuts particuliers Connaissance de la gestion du personnel sous l'angle statutaire et réglementaire	Maîtrise des outils informatiques (SI RH et outils bureautiques) Sens du travail en équipe Goût du statutaire et du réglementaire

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Des formations supplémentaires peuvent accompagnées la prise de fonction.	Rigueur, sens de l'initiative, autonomie Goût des contacts Réactivité- anticipation Sens de la communication et de la maîtrise de soi Discrétion

Diplôme – Expérience professionnelle

Formation supérieure de niveau BTS ou équivalent (bac+2) et expérience professionnelle réussie;
Expérience similaire dans un environnement public ou parapublic est vivement souhaitée.

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non ×
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ×
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ×

Personnes à contacter

LE FAUCHEUR Philippe - Chef du Service des ressources humaines
philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr
Tél : 01 73 30 24 00

TERTEREAU Catherine - cheffe du pôle carrière
catherine.tertereau@franceagrimer.fr
Tél : 01 73 30 21 65

Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr
Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/03/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études juridiques et d'affaires contentieuses

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Affaires juridiques

N° appel à candidature : 23534	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **4 si corps des attachés d'administration**
Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques	
Poste vacant **Prise de fonction souhaitée dès que possible**	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :
- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le poste proposé est rattaché à l'Unité des affaires juridiques au sein du service juridique et de coordination communautaire Cette unité est chargée d'assurer la sécurité juridique de l'Établissement par toute activité de conseil ou de défense de ses intérêts y compris au contentieux; d'assurer une assistance juridique aux partenaires externes de l'Établissement (Ministère ou filières).

Objectifs du poste

Gestion des affaires juridiques et contentieuses de l'Etablissement

Missions et activités principales :

- Gestion des affaires contentieuses: étude technique et juridique des affaires en instance, rédaction des mémoires en défense devant les juridictions, représentation de l'Etablissement aux audiences et auprès des autorités de justice et de police.
- Assistance juridique : actions de conseil juridique de la direction et des services, réalisation d'études à caractère juridique pour l'Etablissement, le Ministère chargé de l'agriculture ou les acteurs des filières agricoles, contribution à l'élaboration de textes législatifs ou réglementaires concernant les différentes filières.

Relations fonctionnelles du poste :

- l'agence comptable
- les autres services de l'établissement (siège ou région)
- les professionnels, le Ministère chargé de l'agriculture
- les avocats de l'Etablissement
- les autorités de justice et de police

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

– Droit public ou communautaire (Diplôme de troisième cycle universitaire)
– Procédures contentieuses, notamment administratives - une 1ère expérience en la matière serait appréciée
– Connaître les autres branches du droit (commercial, civil, pénal)

Savoir-faire / Maîtrise

– Techniques d'expression écrites et orales
– Rigueur, méthode, organisation
– Esprit d'analyse et de synthèse,
– Capacité à travailler en équipe, sens de l'initiative, réactivité
– Respect des délais et échéances
– Capacité à rendre compte

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ⊗
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ⊗

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Personnes à contacter

Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire – Tél : 01.73.30.31.80
benjamin.thywissen@franceagrimer.fr

Charlotte HUBERT, cheffe de l'unité des affaires juridiques – Tél : 01.73.30.22.53
charlotte.hubert@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/03/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Contrôleur pluri-filière

Service régional FranceAgriMer / Pôle Contrôle

N° appel à candidature : 23537	**Catégorie :** B
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP :** 2 si corps des techniciens supérieurs ou des secrétaires administratifs
Filière d'emploi : 3 - Contrôle	
Poste susceptible d'être vacant **Prise de fonction possible dès juin 2023**	**Localisation :** VALENCE (26)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Le service régional FranceAgriMer assure l'instruction, le contrôle et la liquidation d'aides nationales et communautaires et assume également des missions techniques dans les domaines vitivinicoles, des grandes cultures et de l'élevage.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Il est organisé en quatre pôles :

- Pôle gestion des aides,
- Pôle contrôle
- Pôle règlementation
- Pôle grandes cultures

Les agents affectés au sein de ces pôles sont situés à Lyon pour les missions administratives, Lyon, Valence et Lempdes pour les contrôleurs.

Objectifs du poste

Au sein du pôle Contrôles, assurer des contrôles, vérifications et enquêtes, sur place ou documentaires, en entreprise et/ou en exploitation agricole, conformément aux réglementations nationales et communautaires et dans le respect des procédures. Les contrôles portent sur l'ensemble des domaines de compétence relevant du Service Territorial.

Missions et activités principales :

- Préparer les contrôles, vérifications et enquêtes (phase documentaire) ;
- Réaliser les contrôles, vérifications et enquêtes de toute nature (documentaires, sur écran ou sur place) ;
- Rédiger les rapports de contrôles, restituer et mettre à jour le suivi des contrôles ;
- Le cas échéant, participer à la supervision des contrôles relevant de son domaine de compétences.

Relations fonctionnelles du poste :

- les professionnels rencontrés lors des contrôles et enquêtes ;
- les agents des directions, services et unités de FranceAgriMer et de la DRAAF.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance du milieu agricole, du contexte réglementaire, du contexte d'organisme payeur
- Connaissance de l'organisation générale des secteurs contrôlés
- Connaissances techniques viti-vinicoles
- Connaissances en Comptabilité matières et comptabilité générale de l'entreprise

Savoir-faire / Maîtrise

- Faire preuve de qualités relationnelles et de pédagogie dans une situation de contrôle
- Être rigoureux et avoir le sens de l'organisation
- Avoir le sens de l'observation
- Savoir diagnostiquer, synthétiser et décider
- Faire preuve d'autonomie et d'adaptabilité
- Maîtriser les outils bureautiques
- Traiter les dossiers confiés dans les délais impartis
- Anticiper les difficultés et alerter sa hiérarchie
- Être polyvalent

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé mais Bac+2 pour les candidats contractuels

Contraintes du poste :

Permis B indispensable, nombreux déplacements sur le territoire régional et de manière exceptionnelle hors région Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre de l'interrégionalité.
L'ensemble de ces déplacements peuvent induire des découchés.

Poste clé[1] :	Oui ☐ Non ☑
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☐ Non ☑
Poste à privilèges[3] :	Oui ☐ Non ☑

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Personnes à contacter

Frédéric FIEUX, chef du service FranceAgriMer Auvergne-Rhône-Alpes
frederic.fieux@franceagrimer.fr – Tél. : 04 72 84 99 11

Philippe PORTEFAIX, chef du pôle contrôle FranceAgriMer Auvergne-Rhône-Alpes
Philippe.portefaix@franceagrimer.fr – Tél. : 04 72 84 96 29

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE 15/03/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques

Institut français du cheval et de l'équitation

ifce institut français du cheval et de l'équitation

Gestionnaire RH - Chargé du recrutement (H/F)

Localisation : Pompadour

Statut : titulaire de la fonction publique et à défaut contractuel de droit public

Niveau d'études : niveau licence
Expérience : débutant accepté en fonction du niveau de diplôme

Catégorie : B – fonctionnaire ou contractuel de droit public
Filière : Administrative
Groupe RIFSEEP : G2
Poste : vacant
Date limite de candidature: 17/03/2023
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 01/04/2023

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation (IFCE) est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du responsable du Département Emploi Compétences et Formation (DECF) de la DRH de l'établissement.**
Présentation de l'organisation hiérarchique : la direction des ressources humaines s'organise autour de trois départements : Emploi- compétences-formation, Gestion Administrative du Personnel et Prévention et sécurité au Travail.

Travail en binôme avec la gestionnaire RH chargée du recrutement

➢ Missions du poste et description des activités

- **RECRUTEMENT**
  - Recueil des besoins en recrutement, transmission d'informations aux chefs de service, suivi régulier
  - Développement d'outils d'aides au recrutement (trames d'offres de postes, processus de recrutement, tableaux de suivi)
  - Rédaction ou aide à la rédaction des offres de recrutement
  - Publication des offres de recrutement en interne (intranet) et en externe (MASA, PEP, APEC, Pôle Emploi, EquiRessources, etc.)
  - Transmission des candidatures Gestion des candidatures spontanées
  - Participation aux entretiens de recrutement
  - Analyse et proposition salariale en fonction du parcours et des expériences des candidats
  - Déploiement des grilles de recrutement conformes à la demande du MASA

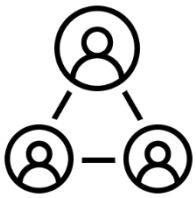
- **STAGIAIRES ET APPRENTIS**
  - Lancement de la campagne de recueil des besoins en apprentis
  - Gestion des dossiers administratifs des apprentis
  - Vérification et publication des offres de stages et d'apprentissages
  - Gestion des dossiers administratifs des stagiaires



- **MOBILITÉS**
  - Suivi des dossiers de mobilités internes et externes
  - Information et transmission des éléments de dossier du fonctionnaire au Ministère en charge de l'agent
  - Travail transversal avec le Département Gestion Administrative du Personnel pour établir les conditions d'arrivée de l'agent

- **INTERIM**
- Assurer le suivi des contrats avec les agences d'intérim partenaires
- Evaluer le besoin intérim avec les directions opérationnelles de l'établissement
- Piloter le budget consacré à l'intérim
- Conduire les recrutements d'intérimaires avec les directions opérationnelles et les agences.

➢ Champ relationnel du poste

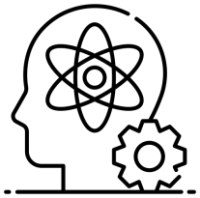


En interne
- Directions métiers
- Délégués territoriaux
- Ensemble des agents de l'IFCE
- Agents de la DRH
- Correspondants RH en territoires

En externe
- Prestataires
- Interlocuteurs des Ministères de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire et des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques
- CBCM
- Collectivités territoriales,
- Services de l'état

➢ Compétences requises pour le poste

✓ Savoir-faire



- Accompagnement des agents
- Gestion des ressources humaines
- Statut général de la fonction publique
- Emplois et compétences
- Négocier
- Bonne expression écrite et orale

✓ Savoir-être

- Faire preuve de discrétion
- Avoir le sens des relations humaines
- Avoir l'esprit ouvert et être capable de s'adapter

➢ Condition requise : diplôme en ressources humaines ou expérience du domaine. Connaissance de la fonction publique nécessaire.

➢ Conditions particulières de travail

Déplacements ponctuels sur les sites des chantiers principalement Le Pin-au-Haras (Orne) et Saumur (Maine et Loire) et occasionnellement Uzès (Gard) et Pompadour (Corrèze). Télétravail possible une ou deux journées par semaine après une phase de prise de poste.

Ce poste donne accès à :
- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel
- L'action sociale
- La participation Mutuelle

Et aux véhicules de service pour les déplacements sur sites.



➢ Composition du dossier

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,

CANDIDATURE – CONTACT

Personne à contacter pour plus de renseignements sur le poste : isabelle.lefaucheux@ifce.fr

Personne à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

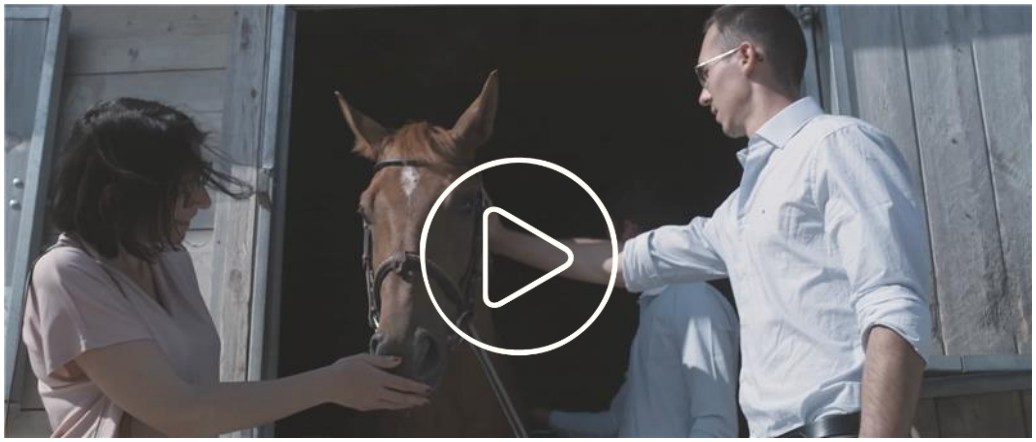
Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

Responsable de l'Unité Infrastructure (H/F)

Localisation : Pompadour

Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public
A

Niveau d'études : Ingénieur·e Systèmes et réseaux
Expérience : 5 ans

Filière : Technique
Catégorie : A - fonctionnaire ou contractuel de droit public
Cotation du poste au titre des parcours professionnels du MAA : 2
Groupe RIFSEEP : G4
Poste : susceptible de devenir vacant
Date limite de candidature : 16/03/2023
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 01/04/2023

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel



L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.

- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du Directeur des Systèmes d'Information**

Présentation du service/de la Direction :
La Direction des Systèmes d'Information (DSI), regroupe 26 agents répartis entre les service études, le service support et exploitation, l'unité infrastructure, l'unité assurance qualité et l'unité planification et urbanisme. Les missions consistent en la mise en œuvre des applications destinées au pilotage et à la gestion des différentes activités de l'établissement ainsi qu'à la diffusion d'informations. La DSI assure la gestion des moyens techniques nécessaires à l'utilisation de ces applications en interne et par internet. Cela représente un parc d'environ 400 serveurs et 600 postes de travail, et plus de 100 applications (centralisées, Intranet, Internet).

➢ Missions du poste et description des activités



La·Le responsable de département, chef·fe de l'unité Infrastructure, assume la responsabilité du département dont il a la charge. Il(elle) propose, définit et met en œuvre, dans son domaine, la politique adaptée à la stratégie de l'Ifce.

Les agent·es de l'unité assurent le maintien en condition opérationnelle de l'ensemble des éléments techniques nécessaires au bon fonctionnement des systèmes d'information de l'Ifce. Ils(elles) participent à son évolution et anticipent les risques.

Le rôle de l'unité est transverse, elle assure en outre un support technique auprès

des autres services de la DSI : exploitation, support, architecture, études et elle gère et supervise la téléphonie, les systèmes et les réseaux de l'ensemble des sites de l'Ifce.

Les ingénieur(es) de l'unité ainsi que son responsable disposent d'une forte expertise ; ils(elles) sont forces de propositions, organisent une veille technologique et participent aux choix techniques.

- **Activités principales**
  - Pilote et anime l'activité de son unité
  - Organise et fait fonctionner son unité dans une logique de qualité de service rendu
  - Assure l'expertise, la gestion des problèmes et des incidents
  - Ajuste les procédures pour les adapter aux besoins dans la recherche de l'efficience
  - Coordonne l'activité avec les autres départements ou unités ou services
  - Collabore à des groupes de travail et anime des réunions
  - Garantit l'application des règles de sécurité
  - Gère les budgets de fonctionnement et d'investissement dédiés à son unité
  - Assure une veille technologique

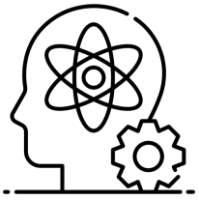
➢ Champ relationnel du poste

En interne	*En externe*
•Ensemble des agents de son unité •Directeurs des directions centrales •Directeurs des délégations territoriales	• Partenaires extérieurs (tutelles, etc.) • Prestataires informatiques

➢ Compétences requises pour le poste

Bon niveau d'anglais technique et usuel permettant le traitement des incidents techniques auprès des différents supports éditeur et constructeur.

- **Compétences attendues**
  - Système d'exploitation : RedHat
  - Virtualisation : VMware
  - Connaissance d'outils d'industrialisation
  - Maitrise des réseaux de type NAT, VPN, VLAN
  - Connaissance de l'architecture Docker Swarm dans un environnement de production
  - Bonnes connaissances des principes de sécurité
  - Maîtrise des techniques de gestion de projets



✓ **Savoir-faire**

Savoirs et savoir-faire
Connaissance de la filière et de ses institutions
Droit, techniques juridiques et procédures
Contrôle de gestion
Achats publics
Utilisation de logiciels
Analyse et développement informatique
Systèmes et exploitations informatiques
Réseaux et télécommunications
Gestion de projet
Management
Expression écrite
Expression orale
Sécurité

✓ **Savoir-être**

- Être force de proposition et d'initiative
- Avoir le sens des relations humaines
- Avoir le sens de l'efficience
- Savoir gérer les situations difficiles

➢ Conditions particulières de travail

Télétravail

Ce poste donne accès à :
- Des tickets restaurants
- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel
- Participation Mutuelle



➢ Composition du dossier

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ifce institut français du cheval et de l'équitation

CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : christophe.couny@ifce.fr

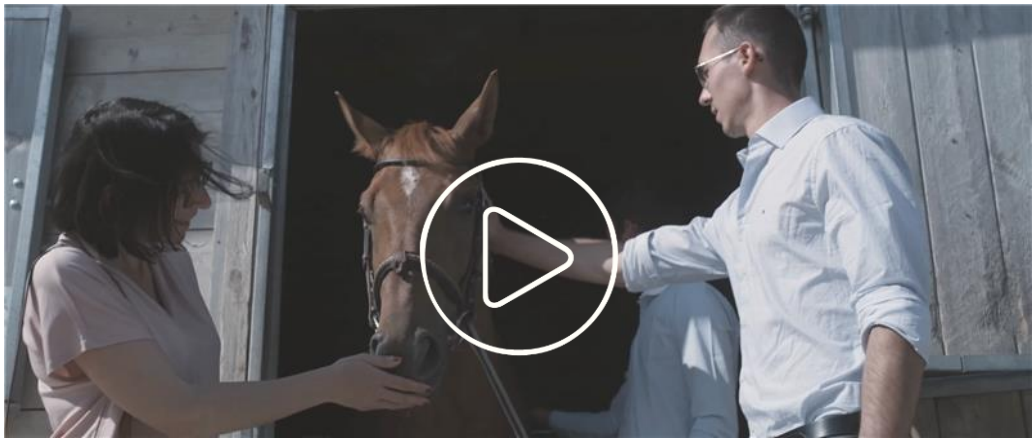
Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

Responsable d'écurie (H/F)

Localisation : Haras national d'Uzès
Chemin du mas des Tailles 30 700 UZES

Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public *(C)*

Niveau d'études : 4 minimum
Expérience : 2 ans

Filière : technique
Catégorie : C - fonctionnaire ou contractuel de droit public
Groupe RIFSEEP : G1
Poste : vacant
Date limite de candidature : 02/03/2023
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 15/03/2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ifce institut français du cheval et de l'équitation

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel



L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.

- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du responsable du Haras National d'Uzes**

Présentation du service/de la Direction :
Le Haras national d'Uzès est issu d'une longue tradition d'élevage dans la région méditerranéenne. Aujourd'hui, siège de la Délégation territoriale Arc méditerranéen de l'IFCE, il assure des missions dans les domaines : recherche, diffusion, formation et valorisation du patrimoine équestre.

➢ Missions du poste et description des activités

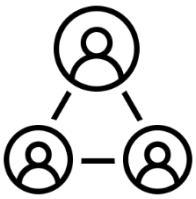


Le site IFCE du Haras national d'Uzès accueille une vingtaine de chevaux de formation à l'année et des chevaux de passage en lien avec les activités du site (formation, recherche, location d'infrastructures, manifestations).

En tant que responsable des écuries, vous travaillerez en collaboration avec le responsable de site et en encadrement de l'équipe déjà en place au sein des écuries.

Parmi vos missions, vous trouverez :
- Management de l'équipe (environ 10 personnes)
- Entretien général des écuries et du matériel, nourrissage, sortie des chevaux (paddocks, travail à pied, monté, attelé selon vos compétences), les soins
- Tenue du registre d'élevage
- Suivi administratif et planification intervention vétérinaires, dentiste, maréchal-ferrant
- Gestion des stocks d'alimentation et fournitures

➢ Champ relationnel du poste



En interne

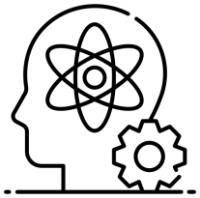
- Palefreniers/soigneurs
- Cavaliers/Meneurs
- Responsable de site
- Formateurs
- Assistantes administratives

En externe

- Stagiaires
- Entreprises d'entretien du site
- Fournisseurs
- Vétérinaires
- Dentiste
- Maréchal-ferrant

➢ Compétences requises pour le poste

✓ **Savoir-faire**



- Management de proximité / Gestion d'équipe
- Connaissance de la filière et de ses institutions
- Utilisation de logiciels / Communication par mail
- Organisation administrative et documentaire
- Hygiène et soin des équidés
- Alimentation des équidés
- Éducation et manipulation des équidés
- Pratique de l'équitation cavalier meneur préparateur de chevaux

✓ **Savoir-être**

- Etre autonome
- Etre orienté vers l'action et le résultat
- Avoir l'esprit d'équipe
- Faire preuve de discrétion

➢ Conditions particulières de travail

- Conduite d'engins (CACES, permis B en cours de validité)
- Permanences d'écurie
- Travail les week-ends et jours fériés
- Déplacements ponctuels
- Permis E et PL souhaités

Ce poste donne accès à :

- Un téléphone professionnel
- Action sociale
- Participation Mutuelle

➢ Composition du dossier



- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : julie.biboud@ifce.fr

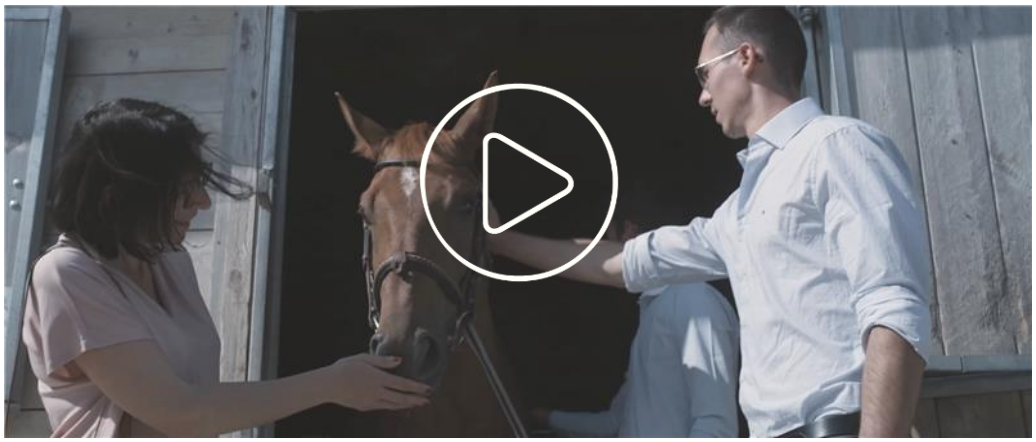
Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Mise à disposition auprès du SGAE

Adjoint auprès du chef de bureau EEC (Energie, Environnement, Climat) en charge des questions d'environnement

N° du poste :
Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2

Poste potentiellement vacant à pourvoir dès que possible.
Durée de l'engagement : 3 ans
Délais de candidature : 4 semaines à partir de la publication.

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Le SGAE est le service du Premier ministre chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes et les activités de l'OCDE. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein de l'Union européenne et à l'OCDE. Aujourd'hui, sa mission de coordination interministérielle sur les dossiers européens s'étend à tous les domaines couverts par le traité de Lisbonne (hors politique étrangère et de sécurité commune).
OBJECTIFS DU POSTE	Le(la) titulaire du poste sera, sous l'autorité du chef de bureau, chargé(e) de la coordination interministérielle pour les questions européennes d'une partie des dossiers relatifs à l'environnement (environnement, nature), le portefeuille environnement étant partagé avec un second adjoint.
DESCRIPTION DES THEMATIQUES DANS LE CHAMP DU POSTE	- protection de la nature et biodiversité continentale et marine (Natura 2000, écosystèmes, espèces, ressources génétiques, négociations internationales, précontentieux européens, ...) - eau (directive cadre, eau potable, eaux souterraines, eaux résiduaires urbaines, nitrates, négociations internationales, précontentieux européens, etc.) - évaluation d'impacts et accès à l'information environnementale, à la justice en matière environnementale et participation du public en matière environnementale (dont négociations internationales, précontentieux européens, etc.) - organismes génétique modifiés (directives 2001/18 et 2009/41, nouvelles techniques de génomique, négociations internationales, précontentieux européens, etc.) en coordination avec le bureau chargé de l'agriculture.
PRINCIPALES ACTIVITES	-Dans son secteur d'activité, il (elle) aura à assurer le suivi des calendriers de négociation, la coordination des positions françaises.

	l'établissement de notes d'orientation et des notes d'instructions à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union Européenne et de réponses à la Commission européenne après concertation des départements ministériels, la préparation de réunions interservices d'arbitrage et la rédaction de leurs comptes-rendus, l'élaboration de notes de synthèse et de position pour divers types de dossiers, la participation éventuelle à des réunions organisées par le Conseil de l'Union européenne ou le cabinet du Premier Ministre, ainsi que le suivi des transpositions des directives et des précontentieux correspondants ou liés à la mise en œuvre du droit de l'Union européenne. Il (elle) devra être prêt(e) à être exposé(e) très fréquemment à des amplitudes horaires étendues, à faire face à des échéances strictes et rapprochées et à organiser et prioriser son travail en fonction de ces échéances.
COMPETENCES LIEES AU POSTE	- Connaissance de l'administration (française et européenne) - Maîtrise de l'anglais - Maîtrise de l'outil informatique - Environnement et développement durable - Aptitude à travailler en mode projet et à animer un réseau
SAVOIRS ET SAVOIR-FAIRE	- Négociation - Coordination ministérielle - Esprit de synthèse - Rédaction claire et précise - Investissement rapide de thématiques diverses
PERSONNES A CONTACTER	**Les agents intéressés sont invités à adresser leur CV et leur lettre de motivation à :** - François GIBELLI, Chef de Bureau EEC au SGAE, francois.gibelli@sgae.gouv.fr - Karine SERREC, DGPE, Sous-directirice Europe, karine.serrec@agriculture.gouv.fr - Sébastien RIHANI, Chargé de mission Réseau international, sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr

GESTIONNAIRE D'AIDES filières végétales à l'ODEADOM

L'ODEADOM, Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer, est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. L'office est organisme payeur pour la plus grande partie des aides nationales et européennes destinées à l'agriculture d'outre-mer, il est représenté au niveau de chacun des départements d'Outre-mer par les préfets et leurs services (DAAF). Il compte 41 agents, tous basés à Montreuil (93) et gère 350 M€ d'interventions par an au bénéfice des Outre-mer.
Il intervient pour les territoires de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion ainsi que pour Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

VOS MISSIONS

Préparation de la campagne de paiement des aides

Gestion des contrats

Gestion des dossiers de demande d'aide POSEI

Contrôle d'éligibilité des bénéficiaires

Contrôle de complétude et de conformité des dossiers

Contrôle administratif approfondi des justificatifs

Instruction, calcul des aides

Etablissement décisions et notifications de paiement

Courriers aux bénéficiaires, courriels de compléments

Suivi des dossiers via un tableau de bord

Suivi des dossiers après paiement

Gestion des recours

Contrôle de reversement des aides

Contribution à l'environnement réglementaire

Contribution à l'élaboration de la décision technique

Contribution au guide de procédure

CHAMP RELATIONNEL DU POSTE

Les Bénéficiaires des aides

Les services déconcentrés, préfectures et DAAF des Outre-mer.

Groupement comptable

Le Service des contrôles et suivi des audits de l'ODEADOM

OBJECTIFS DU POSTE

Le gestionnaire assure le paiement des aides communautaires (POSEI) aux filières végétales (120 bénéficiaires, 280 demandes, budget de 30 M€). Il est chargé de la bonne application des textes réglementaires et des procédures de gestion.

Fonctionnaire Catégorie : B

Cotation RIFSEEP :

Secrétaire administratif : groupe 2

Cotation parcours professionnel :

SAVOIRS

- Appliquer les textes réglementaires et les règles de gestion
- Respecter les procédures d'instruction
- Maitriser les outils bureautiques et applicatifs spécifiques

SAVOIR-FAIRE

- Rigueur et méthode
- Organisation
- Planification et priorisation des tâches
- Travail en équipe
- Retour et alerte sur les cas spécifiques

NOUS CONTACTER :

Laure LACOUR, cheffe du service

Productions diversifiées

laure.lacour@odeadom.fr

tel : 01 41 63 19 38 et 07 63 73 03 52

Cécile Pascalis-Maitre cheffe adjointe du service

Productions diversifiées

cecile.pascalis-maitre@odeadom.fr

tel : 01 41 63 19 64 et 07 64 18 77

https://www.odeadom.fr/

https://www.linkedin.com/company/odeadom

ODEADOM

12, rue Henri Rol-Tanguy

TSA 60006

93555 MONTREUIL CEDEX

Prise de poste souhaitée avril 2023

Date limite de candidature le 17/03/2023

OFB (https://ofb.gouv.fr)
OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

Chargé de mission Europe H/F

Référence : 2023/1229

Affectation : Direction des relations européennes et internationales

Catégorie : A

Résidence administrative : Vincennes (94)

Statut du poste : Vacant

Date limite de candidature : 20/03/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du directeur des relations européennes et internationales.

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (Rémunération : à partir de 2 347 € brut par mois selon expérience professionnelle.)

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

Créé le 1er janvier 2020, l'Office français de la biodiversité (OFB) (https://www.ofb.gouv.fr/presentation) est un établissement public administratif dédié à la sauvegarde de la biodiversité sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture. Doté d'un budget de 492 millions d'euros (budget initial 2022), il s'appuie sur l'expertise de près de 3 000 agents, dont une grande partie agit sur le terrain avec, notamment, 1 700 inspecteurs de l'environnement.

L'établissement est au cœur de l'action pour la préservation du vivant dans les milieux aquatiques, terrestres et marins, tant en métropole que dans les Outre-mer. Les équipes interviennent chaque jour pour lutter contre l'érosion de la biodiversité face aux pressions exercées par la destruction et la fragmentation des milieux naturels, les multiples pollutions, la surexploitation des ressources naturelles, les conséquences du changement climatique, l'introduction d'espèces exotiques envahissantes.

A ce titre, l'OFB est responsable de 5 missions complémentaires :

- la police de l'environnement et la police sanitaire de la faune sauvage
- la connaissance, la recherche et l'expertise sur les espèces, les milieux et leurs usages
- l'appui à la mise en œuvre des politiques publiques
- la gestion et l'appui aux gestionnaires d'espaces naturels
- l'appui aux acteurs et la mobilisation de la société

Directement rattaché au Directeur Général, la Direction des relations européennes et internationales (DREI) a les missions suivantes :

- Le renforcement de la présence française en Europe et à l'International, le développement de partenariats, l'inscription dans les réseaux et initiatives structurantes ;
- L'appui aux services de l'État pour la négociation et la mise en œuvre des conventions transfrontalières, régionales et internationales, ainsi que pour l'évaluation de la contribution de la France à ces conventions ;
- L'appui aux services de l'État pour le développement, la négociation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et directives européennes dans le domaine de la biodiversité ;
- Le développement de projets et renforcement de capacités pour la coopération européenne et internationale ;

Ces missions s'appuient sur la mobilisation d'une expertise interne et externe à l'OFB.

LA DREI est composée de 6 personnes.

Mission

Le poste est constitué de deux volets :

- ***Volet Europe***

En lien étroit avec le Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires et avec l'appui d'un-e Volontaire International en Administration (VIA) basé à Bruxelles, le chargé de mission assure le lien entre les politiques et financements européens et les missions de l'OFB. Il informe les agents des opportunités règlementaires ou financières sur l'ensemble des sujets susceptibles de concerner l'établissement, coordonne les contributions de l'OFB à la négociation et à la révision des textes européens, noue des partenariats avec les acteurs clés (institutions, homologues d'autres Etats membres) et valorise les travaux de l'OFB en contribuant à des évènements ou des publications.

- **Volet Milieux**

Le chargé de mission est également référent y compris à l'international pour les enjeux relatifs à un certain nombre de domaines d'expertise de l'OFB, dont principalement l'eau douce, mais également les enjeux fortement portés au niveau européen et ayant des incidences à l'international (restauration des écosystèmes, agriculture, villes et territoires, etc.). Dans ce contexte, il suit la contractualisation entre l'OFB et les acteurs clés de ces secteurs (Office international de l'Eau, Partenariat français pour l'Eau, Coalition Eau), et plus largement valorise l'expertise de l'OFB sur ces sujets (évènements, partenariats, mobilisation d'experts, etc.).

Activités principales

Volet Europe :

- Encadrement direct d'un-e VIA à Bruxelles, potentiellement d'un(e) étudiant(e) en alternance et de stagiaire.

- Coordination des contributions de l'OFB à la négociation et à la révision des directives et textes européens, ou aux groupes d'experts thématiques

- Contribution à la définition des orientations stratégiques du service et plus largement de la future cellule interne sur les financements européens ;

- Réalisation en lien avec le VIA, de la veille et l'information des agents de l'OFB sur l'actualité européenne, de façon générale (webinaires, lettres d'informations) et spécialisée (participation aux réseaux thématiques de l'établissement, élaboration d'outils notamment sur les financements européens)

- Identification d'opportunité de partenariat et représentation de l'OFB au sein des réseaux existants (dont ENCA, le réseau européen des Agences de conservation de la nature)

- Valorisation des compétences et savoir-faire de l'OFB au niveau européen : organisation d'évènements, interventions dans des enceintes européennes sur les domaines d'expertise de l'OFB, mobilisation d'experts, contacts et partenariats avec les acteurs européens (homologues, institutions, etc.)

Volet milieux :

- Relations à nouer, consolider ou poursuivre avec les acteurs de ces thématiques à l'international : Agences de l'eau, associations spécialisés, organisations internationales, etc.

- Suivi stratégique et le cas échéant financier des conventions entre l'OFB et ces acteurs

- Impulsion et organisation d'une veille politique, scientifique et technique à l'échelle européenne et internationale ;

-Intégration de ces sujets dans toutes les missions du service (partenariats européens et internationaux, représentation de l'OFB à l'international, renforcement de capacités des acteurs, coopération régionale, convention régionales et internationales) ;

- Représentation directe de l'établissement ou mobilisation d'experts lors de manifestations internationales (Forum Mondial de l'Eau) ou l'accueil de délégations étrangères ;

De manière générale et dans son domaine de compétence :

- S'insérer dans les dynamiques et réseaux existants pour y porter les enjeux de l'OFB ;

- Participer à la communication autour de l'ensemble de ses activités pour valoriser l'action de l'OFB et de ses partenaires ;

- Contribuer à des formations et aux centres de ressources.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Directeur et chargés de mission de la DREI, notamment chargé(e) de mission Montage de projets européens.
- Ensemble des autres directions de la DG et de l'OFB (notamment sur les sujets recherche, mobilisation des acteurs, stratégies pour la biodiversité, données et suivi, finances).

Relations externes :

- MTECT/DGALN/DEB et DAEI, MESRI, MEAE
- Partenaires européens et internationaux (institutions, associations, agences d'autres Etats membres)
- Autres établissements publics : Agences de l'eau, AFD, Expertise France.

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau Bac+5 (master 2).

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Politiques nationales, européennes et internationales de l'eau et de la biodiversité
- Institutions, financements et réseaux européens
- Ecologie et fonctionnement des milieux (une expertise sur les milieux aquatiques serait un plus)
- Anglais professionnel de très bon niveau
- Autre langue européenne serait un plus

Savoir-faire opérationnel :

- Travailler en mode projet et contribuer à des réseaux d'acteurs
- Développer et entretenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés en contexte multiculturel
- S'approprier des sujets complexes et variés, être capables d'en proposer des synthèses ou de réaliser des présentations publiques
- Synthétiser et hiérarchiser l'information
- Négocier avec des acteurs autour d'enjeux stratégiques et financiers, suivre une convention en tant que financeur
- Identifier les risques et les opportunités sur un projet
- Proposer des solutions et les argumenter
- Communiquer à l'écrit et à l'oral en français et en anglais, capacités rédactionnelles.
- Travailler en temps contraint

Savoir-être professionnel :

- Autonome
- Diplomate
- Dynamique
- Organisé
- Réactif
- Sociable

Conditions d'exercice / sujétions particulières

- Télétravail possible jusqu'à 3 jours/semaines
- Déplacements réguliers en Europe (Bruxelles) et à l'international

---

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
- Lettre de motivation
- Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
- Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu

POSTULER (HTTPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/1229/1/CHARGE-DE-MISSION-EUROPE-H-F)

(https://ofb.gouv.fr)

Chargé de mission moyens généraux H/F

Référence : 2023/1233

Affectation : Direction des finances

Catégorie : A

Résidence administrative : Vincennes (94) ou Auffargis (78)

Statut du poste : Vacant

Date limite de candidature : 21/03/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du chef du service logistique.

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (Rémunération : à partir de 2 347 € brut par mois selon expérience professionnelle.)

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

Créé le 1er janvier 2020, l'Office français de la biodiversité (OFB) (https://www.ofb.gouv.fr/presentation) est un établissement public administratif dédié à la sauvegarde de la biodiversité sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture. Doté d'un budget de 492 millions d'euros (budget initial 2022), il s'appuie sur l'expertise de près de 3 000 agents, dont une grande partie agit sur le terrain avec, notamment, 1 700 inspecteurs de l'environnement.

L'établissement est au cœur de l'action pour la préservation du vivant dans les milieux aquatiques, terrestres et marins, tant en métropole que dans les Outre-mer. Les équipes interviennent chaque jour pour lutter contre l'érosion de la biodiversité face aux pressions exercées par la destruction et la fragmentation des milieux naturels, les multiples pollutions, la surexploitation des ressources naturelles, les conséquences du changement climatique, l'introduction d'espèces exotiques envahissantes.

A ce titre, l'OFB est responsable de 5 missions complémentaires :

- la police de l'environnement et la police sanitaire de la faune sauvage
- la connaissance, la recherche et l'expertise sur les espèces, les milieux et leurs usages
- l'appui à la mise en œuvre des politiques publiques
- la gestion et l'appui aux gestionnaires d'espaces naturels
- l'appui aux acteurs et la mobilisation de la société

Rattaché à la Direction des finances, le service logistique assure, à l'échelon national, la gestion de l'ensemble des moyens répondant aux besoins opérationnels de l'établissement. Il intervient ainsi sur la programmation budgétaire, la mise en place de marchés/appels d'offres publics, la définition de doctrines de gestion et le suivi de nombreux dossiers administratifs nécessaires à l'opérationnalité du parc automobile et nautique de l'établissement.

Le périmètre de la logistique en constante évolution comprend la gestion d'un parc automobile et nautique, la mise en place d'une chaîne d'habillement pour équiper/renouveler l'ensemble des effets d'habillement nécessaires aux agents de terrain, la mise à disposition d'équipements techniques, scientifiques et spécialisés pour les services opérationnels et de police de l'environnement.

Le service est composé d'une équipe de 6 agents (un chef de service, un chef de service adjoint, 1 chargé de mission logistique, 2 chargés de gestion logistique, 1 assistant de gestion logistique) répartis sur 3 sites (Brest/Saint-Benoist/Vincennes) et gère un budget d'environ 3 M€.

Mission

Le chargé de mission logistique intervient sur la modernisation de la chaîne de distribution logistique.

Relativement autonome, il est ainsi capable de piloter un projet d'envergure et de mobiliser les compétences nécessaires pour synthétiser les besoins opérationnels de l'établissement et les traduire en objectifs.

Véritable chef de projet polyvalent, il intervient sur les nombreux dossiers logistiques pour apporter son expertise et proposer des solutions novatrices. Relais essentiel pour le chef de service, il conduit en autonomie des projets techniques et sait naturellement rendre compte des progrès réalisés et ou des problématiques auxquelles il s'efforcera d'apporter systématiquement des solutions.

Interlocuteur privilégié sur les domaines qui lui sont confiés il est capable d'animer un réseau de référents locaux nécessaire à la co-construction de processus partagés garants d'une réussite collective.

Garant de l'accompagnement des processus, il pilote les actions de formation et de conduite du changement à mettre en place avec les services.

Activités principales

Modernisation de la chaîne de distribution logistique :

- Réorganisation de la chaîne de distribution logistique ;
- Définition des processus avec les services utilisateurs (animation d'un réseau de référents locaux) ;
- Préparation des marchés et rédaction des cahiers des charges :
- Mettre en place un accompagnement au changement pour les services dans le cadre de la modernisation des processus (actions de formations, webinaires...) ;
- Effectuer un suivi de l'activité et veiller au respect des délais de réalisation

Gestion de la logistique au niveau national

Approvisionnement général

- Participer à la définition de la politique d'achats logistiques de l'établissement en veillant aux opportunités de mutualisation ou de groupement d'achat

- Participer à la coordination du recueil des besoins opérationnels des directions nationales et régionales sur les différents domaines gérés par le service logistique (parcs roulant et nautique, équipement, habillement),
- Contribuer à la centralisation des achats dans les différents domaines et, en lien avec le service de la commande publique (SCP), définir la programmation annuelle des achats et les procédures adaptées
- Se tenir informé des évolutions réglementaires et techniques pour répondre au mieux aux besoins
- Assurer une mission de conseil et d'information auprès des services
- Être l'interlocuteur de la Direction des Achats de l'Etat (DAE) dans son périmètre d'intervention

Gestion du parc roulant et des moyens nautiques

- Participer aux plans de renouvellement automobiles afin d'apporter l'expertise et proposer des solutions innovantes permettant de répondre à la fois aux enjeux environnementaux et aux contraintes opérationnelles des agents de terrain.
- En concertation avec le délégué mer, effectuer le recensement des moyens nautiques de l'établissement et piloter la gestion du parc nautique ;

Groupement Environnement Habillement (GEH)

- Mettre en place une chaine de distribution logistique externalisée en flux tendu qui permette aux agents une commande de réassort au fil de l'eau ;
- Définition et validation des processus avec les services utilisateurs.
- Mise en place de formations adaptées nécessaires à la création d'une équipe de contrôle interne qualitatif des effets d'habillement ;
- Se déplacer fréquemment sur site pour contrôler et garantir la bonne exécution de la prestation de la plateforme logistique

Budget / exécution budgétaire

- Participer à la préparation et à l'anticipation des besoins budgétaires de l'année n+1 ;

Inventaire

- Faire un bilan du système d'inventaire déployé pour partie à l'OFB et faire les préconisations adaptées pour disposer d'un système d'inventaire physique et comptable capable de faire des synthèse financières d'amortissement de biens immobilisés mais également de connaître avec précision le suivi opérationnel du matériel et son affectation individuelle ou de service.

Autres :

- Répondre aux enquêtes et analyses relevant du service logistique
- Représenter le service logistique dans les groupes de travail institutionnels
- Contribuer à la conduite et à la mise en œuvre de dossiers transversaux
- Rédiger des procédures, modes opératoires, notes d'information.

Relations liées au poste

Relations internes :

- l'ensemble des directions de l'établissement, et particulièrement les responsables des services administratifs et financiers et les correspondants logistiques des directions
- l'agence comptable
- les autres services de la direction des finances, et en particulier le service recettes-dépenses et le service de la commande publique

Relations externes :

- fournisseurs et prestataires de service
- administrations (direction des achats de l'Etat en particulier).

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau Bac+5 (master 2).

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Contexte et environnement professionnel (missions et politique de l'établissement, organisation et fonctionnement)
- Maîtrise des règles de la comptabilité publique et de l'achat public
- Connaissance des matériels et équipements
- Maîtrise du pilotage de projets informatiques d'envergure.

Savoir-faire opérationnel :

- Analyser et synthétiser
- Rédiger
- Avoir des compétences bureautiques
- Savoir déléguer.

Savoir-être professionnel :

- Aptitude au travail en réseau et en équipe
- Esprit d'équipe
- Qualités relationnelles, pédagogie
- Capacité d'adaptation
- Force de proposition et innovation
- Rigoureux organisé et autonome.

Conditions d'exercice / sujétions particulières

Déplacements sur les autres sites nationaux ou en régions

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
- Lettre de motivation
- Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
- Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu

POSTULER (HTTPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/1233/1/CHARGE-DE-MISSION-MOYENS-GENERAUX-H-F)

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Direction Forêts et Risques Naturels

Intitulé du poste : Chef du département Risques naturels

N° du poste : 16283 **Catégorie : A + Technique / Cadre supérieur** **Résidence administrative : 2 bis avenue du Général Leclerc - Maisons-Alfort (94700)**	
Classement du poste	**A4**
Poste vacant – A pourvoir immédiatement	
Présentation de l'environnement professionnel	Acteur majeur de la filière forêt-bois, **l'Office national des forêts (ONF)** rassemble plus de 8 200 professionnels. En Métropole et en Outre-mer, l'ONF gère près de 11 millions d'hectares de forêts publiques appartenant à l'État et aux collectivités territoriales. La direction générale porte la politique générale de l'établissement, ainsi que son pilotage. La mise en œuvre de cette politique s'inscrit dans le cadre d'un contrat pluriannuel que l'établissement signe avec l'État, conformément à l'article L221-3 du Code forestier. Au sein de l'ONF, la **direction forêt et risques naturels (DFRN)** pilote les activités de gestion durable des forêts publiques et des espaces naturels associés ainsi que les démarches de Recherche Développement Innovation dans les métiers techniques de l'ONF. Elle pilote en outre pour le compte et sous contrôle de l'État des réflexions méthodologiques et des actions opérationnelles relatives à la prévention et à la gestion de certains risques en milieu naturel. Au sein de la DFRN, c'est le **Département risques naturels** qui assure cette fonction. Le Département risques naturels (DRN) est chargé du pilotage technique national des actions menées par l'ONF dans les trois domaines de risques naturels suivants : incendie de forêt (DFCI), érosion éolienne et submersion marine, et risques naturels en montagne (RTM). Il anime les réseaux techniques nationaux mis en place dans le cadre de chaque risque. Il apporte également lorsque cela est nécessaire un appui technique de second niveau aux services de l'ONF concernés par ces risques. Ces activités se font dans le cadre de MIG nationales, chaque domaine de risques étant suivi par un Pilote Technique National. Le Département compte une dizaine de personnes réparties sur 5 sites (Toulouse, Gap, Grenoble, Nantes et Maison Alfort).
Description des missions	Sous l'autorité directe du directeur forêts et risques naturels, le chef du département assure les diverses fonctions suivantes : - Management général du département, - Animation et coordination de l'activité des 3 pilotes MIG nationaux (les pilotes RTM et Dunes sont des agents du département, le pilote DFCI un agent de la DT Midi Méditerranée) - Gestion des COPIL Risques Naturels DG/ Directions Territoriales / Directions agences risques - Négociation des conventions cadre et annuelle avec les tutelles sur les MIG Risques Naturels - Correspondant des associations nationales d'élus sur les sujets risques naturels - Correspondant des instituts de recherche et des autres EP intervenant dans le domaine des risques naturels - Correspondant de la COSE (Commission Suivi des Experts) pour le domaine des Risques Naturels

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">La déclinaison opérationnelle de ces actions et leur suivi relèvent des pilotes techniques nationaux, le chef de département se concentrant sur les aspects stratégies et sur les négociations avec les tutelles et partenaires externes.

Le chef de département pourra s'appuyer aussi sur l'action de 2 animateurs de pôle : pôle expertise RTM à Grenoble et pôle SI à Toulouse.

Des déplacements très réguliers à prévoir sur France (dispersion des équipes) et plus marginalement à l'étranger.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Partenaires métier internes ONF :
Directions centrales, directions territoriales (agences RTM)

Autres partenaires :
Ministères, Acteurs locaux institutionnels et techniques, Organismes de recherche, Organisations et partenaires professionnels, Associations nationales d'élus concernés par les MIG, Délégations étrangères, Ecoles, Entreprises publiques et privées, Presse.</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Compétences liées au poste</td><td>SAVOIRS / CONNAISSANCES</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Connaissance approfondie du domaine des risques naturels
- Expérience en matière de gestion de crise
- Bonne connaissance du monde de la recherche, et des EP, intervenant sur les risques naturels
- Connaissance forestière serait un plus apprécié
- Anglais écrit et parlé nécessaire</td><td>- Capacités managériales éprouvées dans la gestion d'équipes très dispersées (une petite dizaine de personnes sur 5 sites). Une réflexion sur l'évolution du fonctionnement du département sera une priorité
- Capacité à développer des visions stratégiques ; la question de l'opportunité d'une ouverture de l'activité risques de l'ONF vers les collectivités et vers les territoires sera analysée
- Aptitudes à se déplacer en terrain difficile en toutes saisons
- Aptitude à communiquer en situation de crise et hors crise</td></tr>
<tr><td>SAVOIR-ÊTRE</td><td></td></tr>
<tr><td></td><td>- Bon relationnel
- Capacité à travailler en équipe</td><td></td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Albert MAILLET, directeur forêts et risques naturels – albert.maillet@onf.fr
- Olivier ROUSSET, directeur général adjoint – olivier.rousset@onf.fr
- Clarisse KURDI, adjointe au chef du service des ressources humaines et des affaires générales – clarisse.kurdi@onf.fr</td></tr>
</table>